

cela est d'autant plus évident. En outre, cela sape la volonté des gens de payer de leur personne et de contribuer de leurs ressources au bien-être collectif. C'est lorsque cette volonté de contribuer au bien-être d'un pays disparaît que la force d'une nation diminue. Pour cette raison et par souci d'équité, je crois, comme mon chef l'a indiqué à maintes reprises au cours de la campagne, que ce Parlement doit avant tout s'efforcer de restructurer notre système fiscal de façon que chaque individu et chaque entreprise paient la part qui leur revient, ni plus ni moins.

Des voix: Bravo!

M. Grier: Il me semble que ce sentiment d'inéquité a aussi été éprouvé dans le domaine du chômage. Chacun d'entre nous reconnaît aujourd'hui que celui-ci est dû à des facteurs qui sont étrangers à l'ouvrier moyen. Il peut être dû à des politiques anti-inflationnistes malheureuses telles que celles suivies par le gouvernement libéral après 1968. Il peut être dû à l'adoption de nouveaux équipements et de nouvelles techniques, lesquels provoquent des licenciements. Je peux dire que dans la circonscription de Lakeshore, nombre de personnes seront licenciées cet hiver pour cette raison. Cela peut être dû à la rationalisation et la centralisation d'usines et d'industries que le député de Don Valley (M. Gillies) a proposées, sinon à la Chambre, du moins après les élections générales. Voilà qui peut également créer des difficultés et provoquer des licenciements. Cela peut être dû à une diminution de la demande, comme ce fut le cas la semaine dernière dans ma circonscription où une entreprise employant plus de 500 personnes a annoncé qu'elle fermerait ses portes le 1^{er} mai.

Lorsque des gens sont ainsi réduits au chômage par des circonstances indépendantes de leur volonté, on les taxe trop souvent de paresse; on prétend qu'ils ne veulent pas travailler, on les traite même parfois de fainéants. Ils sont à la merci d'un appareil d'assurance-chômage qui, bien que conçu de bonne foi, bien que surchargé de travail et assailli par la critique, n'en fonctionne pas moins souvent avec une inefficacité aveugle et impersonnelle.

Des voix: Bravo!

M. Grier: On est surpris quand on compare les maigres prestations prévues au titre de ce régime à la pension que touche un député réduit soudainement au chômage.

Un autre domaine qui donne lieu à des injustices a été mis en évidence au cours de cette campagne; il s'agit du logement, comme d'autres députés l'ont déjà signalé. Dans les villes comme Toronto, les nouveaux logements chers qui se multiplient, soit maisons unifamiliales, soit appartements, gonflent les chiffres des mises en chantier dans les rapports statistiques, mais n'aident en rien les familles de simples travailleurs qui n'ont pas les moyens de se les offrir. Les maisons neuves de 37,000 ou 38,000 dollars, appartements à 250 ou 275 dollars par mois de loyer, ce n'est pas pour elles. Il n'y a pas trente-six solutions dans ce cas: dans ma circonscription, la seule issue consiste trop souvent à quitter le quartier pour s'établir dans les localités situées à l'ouest et au nord-ouest de Toronto. Cet état de choses, entre autres, prive la circonscription d'une nouvelle génération de chefs à laquelle elle devrait avoir droit et d'un sens de la continuité qui l'a soutenue jusqu'ici.

• (2010)

Trop souvent, de vieilles maisons qui pourraient fournir des logements à des milliers de personnes sont achetées

L'Adresse—M. Grier

pour construire de nouveaux appartements. Je puis dire que dans notre circonscription, nous faisons un effort certain pour contrôler ce genre de situation. C'est pour quoi, toutefois, je veux insister auprès du gouvernement sur la nécessité de prévoir des prêts aux termes de la loi nationale sur l'habitation pour les personnes désireuses d'acheter des maisons déjà construites ou anciennes.

Des voix: Bravo!

M. Grier: Tant qu'une telle disposition n'existera pas, il n'y aura à mon avis aucun espoir de renverser la tendance actuelle en ce qui a trait aux logements urbains. J'insiste également auprès du gouvernement sur la nécessité de proposer des mesures visant à diminuer le taux d'intérêt sur les hypothèques des maisons d'habitation. A ce sujet, j'aimerais citer quelques extraits d'une lettre que j'ai reçue hier de l'un de mes commentants:

Nous avons acheté une petite maison en janvier 1969 en effectuant un versement initial de \$2,000. La première hypothèque est à 8 1/2 p. 100 d'intérêt et échoit en octobre 1973. La deuxième est à 9 p. 100 et elle échoit en janvier 1974. Nous effectuons nos paiements, pour rembourser cette hypothèque, à la date exacte. Pour nous permettre de faire des versements aussi élevés, nous vivons dans la plus grande simplicité. Nous n'avons pas de voiture, nous ne sortons pas.

Nous avons constaté que nous n'avons pour ainsi dire rien payé de la maison pendant quatre ans. Presque tout notre argent a servi à payer un taux d'intérêt élevé. Nous avons payé jusqu'ici, pour les deux hypothèques, \$11,300: \$8,000 représentent les intérêts et \$3,300 le principal. L'augmentation du taux d'intérêt rendra notre situation encore pire.

Nous voulons vraiment garder notre maison. Mais nous sommes maintenant en danger. Que se passera-t-il lorsque notre hypothèque viendra à échéance si les taux d'intérêt augmentent? Nous ne pourrions jamais payer la maison. L'intérêt est inhumain. Nous ne sommes plus jeunes et il nous faut payer la maison sur 10 ou 15 ans. Mais comment? Avec un taux d'intérêt aussi élevé, ce n'est pas possible. Je vous en prie, aidez-nous à obtenir un prêt du gouvernement à un bas taux d'intérêt. Notre rêve serait de réunir la première et la seconde hypothèque à un bas taux d'intérêt. Cela ne sera possible qu'avec l'aide du gouvernement. Essayez de nous comprendre et s'il vous plaît, aidez-nous. Nous sommes très inquiets, nous ne voulons pas perdre notre maison et autant d'années de dur travail. Notre revenu est de \$6,000.

Monsieur l'Orateur, je dois répondre à cette lettre en disant qu'à moins que le gouvernement actuel prenne les mesures qui s'imposent pour assurer des taux d'intérêts moins élevés sur les hypothèques ces espoirs seront de courte durée.

Un autre sujet de préoccupation est celui des pensions. Les vieillards attendent pendant que presque toutes les catégories, pour ne pas parler des politiciens, et non seulement à ce niveau-ci, peuvent augmenter leurs revenus et leurs pensions. Et cette attente et cette préoccupation, cette appréhension et frustration est, je le crains, souvent expliquée de façon cynique, que ce soit en temps d'élections ou, je regrette d'avoir à le dire, par des manœuvres comme celles qu'on a proposées à la Chambre l'autre jour.

Un autre domaine d'injustice au sujet duquel les électeurs auraient aimé voir présenter une solution au cours de ces élections est celui des prix. Les prix qui augmentent constamment oppriment la famille du travailleur moyen et, quand on se demande pourquoi les prix augmentent, on n'obtient que des réponses abstraites des grandes sociétés, des individus du genre relations publiques et autres qui, trop souvent, mystifient le public et le rendent perplexe. On rejette le blâme fréquemment sur les coûts de la main-d'œuvre, mais on a refusé jusqu'ici de dire au public quelle était la vérité, et c'est pourquoi je vois d'un bon œil, avec certaines réserves, la proposition